

Questions orales

Pourquoi le ministre ne conseille-t-il pas au premier ministre de mettre fin au supplice de M. Lush et de réclamer sa démission?

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Monsieur le Président, je vais répéter la suggestion que j'ai faite hier. Si mon collègue, qui désire calomnier des personnes à la Chambre, a la preuve d'un conflit d'intérêts, pourquoi ne me la présente-t-il pas pour que je l'examine?

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, le ministre dit aux Canadiens qu'un commissaire nommé à ce poste peut également être agent exclusif pour des biens immobiliers que la Commission du havre désire acheter. En effet, le ministre dit aux Canadiens qu'ils peuvent avoir le beurre et l'argent du beurre.

Comment le ministre peut-il affirmer que pareille conduite est conforme aux normes du premier ministre en matière de conflits d'intérêts?

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Monsieur le Président, une allégation de conflit d'intérêts a été faite antérieurement. L'avocat de la Commission du havre l'a examinée et vérifiée à fond et a jugé qu'il n'existait aucun conflit d'intérêts.

Si mon collègue a la preuve du contraire, pourquoi ne sort-il pas de cette pièce, pourquoi ne laisse-t-il pas son immunité parlementaire et ne fait-il pas cette allégation à l'extérieur de la Chambre? Faites-la à l'extérieur.

* * *

INVESTISSEMENT CANADA

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, croyons que la nomination d'un nouveau ministre de l'Industrie signale un important changement dans la politique du gouvernement. Nous félicitons le nouveau ministre de sa promotion. Nous espérons seulement que l'industrie ne recevra pas le même traitement que VIA Rail.

L'an dernier, des étrangers ont acquis un nombre record de 376 sociétés canadiennes rien qu'au cours des neuf premiers mois. L'an dernier, des sociétés étrangères ont apporté 3,4 milliards de dollars au Canada, mais en ont fait sortir plus de 22 milliards rien qu'en intérêts et en dividendes.

Quand le gouvernement va-t-il dire non? Quand va-t-il mettre un terme à ce bradage des sociétés canadiennes? Quand va-t-il arrêter cette saignée du Canada?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon honorable collègue de ses propos. J'apprécie particulièrement le terme «promotion», car nous ne savons jamais dans cette sphère s'il s'agit d'une promotion ou d'une rétrogradation.

Des voix: Oh, oh!

M. Bouchard (Roberval): Investissement Canada qui, comme le député le sait très bien, s'occupe des investissements étrangers au Canada, fait un très bon travail depuis 1985 et continuera de le faire. Dans le cas auquel mon honorable collègue fait allusion, il sait très bien que l'Office de l'énergie de l'Ontario doit lui aussi donner son consentement. Je crois qu'il faudrait normalement attendre la recommandation des deux organismes avant de prendre une décision.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, en ce qui a trait aux réalisations d'Investissement Canada, depuis la formation de cet organisme en juillet 1985, il n'y a pas eu un seul refus. Les résultats sont maintenant les suivants: Étrangers, 789; Canadiens, zéro.

N'y a-t-il pas une seule société canadienne que le gouvernement ne soit pas prêt à voir tomber entre des mains étrangères?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je regrette, mais le député a tort de dire qu'Investissement Canada n'a refusé aucune proposition d'investissement. Pendant les deux années où Investissement Canada a fonctionné sous les libéraux, il n'y a eu aucun refus important non plus.

* * *

LA DISCRIMINATION SEXUELLE

M. Svend J. Robinson (Burnaby-Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Justice, que je félicite de sa nomination à ce poste.

Il y a quatre ans cette semaine, le gouvernement conservateur a répondu au rapport unanime du Comité parlementaire sur les droits à l'égalité en promettant que le gouvernement prendrait toutes les mesures nécessaires pour que, dans tous les domaines relevant du gouver-